Chers parents,

Jeudi 1er février, nous cesserons le travail pour dénoncer la dégradation de nos conditions de travail, et par conséquent les conditions d’apprentissage de vos enfants. Depuis des années, nous réclamons la création de postes permettant notamment la diminution des effectifs dans les classes, la création de postes de RASED pour prévenir la difficulté scolaire, la création de postes de remplaçant·es. A la place, plus de 600 postes d’enseignant·es seront supprimés dans les écoles à la rentrée prochaine.

Par ailleurs, l’inclusion scolaire se fait aujourd’hui sans les moyens nécessaires à la réussite de la scolarité de tous les élèves. Il n’y a pas assez d’ULIS ni de places dans les établissements médico-sociaux (IME, ITEP), alors que des élèves ont des notifications et sont en attente. Les AESH sont en nombre insuffisant pour accompagner correctement les élèves qu’elles suivent, et toujours dans la précarité avec des salaires indécents.

Le manque d’enseignant·es titulaires est chaque année plus important car la crise d’attractivité du métier s’aggrave. La faiblesse des rémunérations en est la principale raison, les salaires des enseignant·es français·es restent en deçà des moyennes internationales. A cela s'ajoutent des conditions d’exercice qui se sont considérablement dégradées par un empilement des tâches et un alourdissement du temps de travail.

Les annonces faites en décembre dernier par l’actuel Premier Ministre, constituent une des pièces majeures du puzzle d’une école encore plus inégalitaire qui aggrave le tri social. Les atteintes permanentes à notre liberté pédagogique participent d’une perte de sens du métier qui nous affecte. Ainsi l’imposition de manuels, de démarches pédagogiques ou les évaluations nationales dégradent nos conditions de travail sans améliorer la réussite des élèves. C’est ce que démontrent les résultats de l'enquête PISA : les systèmes qui réussissent le mieux sont ceux qui investissent dans la compétence pédagogique des enseignant·es.

Enfin les premières déclarations de la nouvelle ministre, dénigrant de façon mensongère l’école publique qu’elle est censée diriger et vantant par ailleurs les mérites de l’école privée, ont suscité une grande colère parmi les personnels de l’Education Nationale.

Nous serons donc en grève le 1er février pour défendre une école publique de qualité, qui garantit à tous les élèves l’assurance de réussir leur scolarité. Nous comptons sur votre plein soutien.